

Repères étrangers

1^{er} janvier - 15 mars 1991

PIERRE ASTIÉ et DOMINIQUE BREILLAT*

AFRIQUE DU SUD

12 février : *Apartheid*. Un nouveau signe d'évolution apparaît avec l'accord entre le vice-président de l'African National Congress (ANC) M. Nelson Mandela et le Président De Klerk, à l'occasion de leur rencontre le 12 février. Tous les prisonniers politiques doivent être libérés et, de son côté, l'ANC renonce à la lutte armée ainsi que le prévoit la « note de lecture » entérinée le 15 février par le conseil des ministres et le comité exécutif de l'ANC.

La situation reste néanmoins troublée malgré une rencontre, le 29 janvier entre MM. Nelson Mandela et Mangosotho Buthelezi, président du Parti de la Liberté Inkatha et Premier ministre du KwaZulu (*Le Monde*, 31 janvier, 2, 3-4, 14, 17-18, 22 février et 14 mars 1991).

27 février : *Bantoustans*. Un accord est conclu entre l'Afrique du Sud et le Ciskei, consacrant *de facto*, la fin d'une indépendance octroyée le 4 décembre 1981. L'Afrique du Sud se voit confier la gestion des affaires courantes. C'est la première étape vers une réintégration dans l'Afrique du Sud. La démission, le 7 mars, du Premier ministre du Ka Ngwane (autonome) illustre les limites de la politique des Bantoustans (*Le Monde*, 3-4 et 9 mars 1991).

ALBANIE

20 au 22 février : *Opposition*. Malgré l'annonce d'une amnistie le 5 janvier et le report des élections au 31 mars, la contestation du pouvoir s'amplifie. Des manifestations importantes, symbolisées par le déboulonnage

* Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers.

de la statue d'Enver Hoxha à Tirana, contraignent les autorités à certaines concessions. M. Ramiz Alia annonce qu'il va « prendre lui-même en main les affaires de l'Etat ». Un nouveau Gouvernement est nommé, dirigé par M. Patos Nano, qui remplace M. Adil Carçani, président du conseil des ministres depuis le 15 janvier 1982 (*Le Monde*, 22, 23, 24-25 février 1991).

ALLEMAGNE

13, 20, 22 et 24 janvier : *Länder*. Divers événements affectent la vie des Länder. En Bade-Württemberg, M. Lothar Späth, ministre-président CDU depuis 1978 est contraint de démissionner en raison des faveurs reçues de certains industriels. Il est remplacé le 22 janvier par M. Erwin Teufel, également CDU. La CDU enregistre un échec aux élections au Landtag de Hesse, le 20 janvier, remportées par les sociaux-démocrates. Ceux-ci vont tenter une nouvelle expérience de coalition avec les Verts. Une précédente coalition de ce type avait gouverné la Hesse de 1985 à 1987 avant d'éclater. C'est M. Hans Eichel, maire de Kassel, qui devient ministre-président. A Berlin réunifié, c'est une grande coalition qui dirigera le Land-capitalc. M. Eberhard Diepgen, CDU, devient maire gouvernant à la tête d'un Gouvernement comprenant 8 CDU et 7 SPD (cf. *RE*, 57) (*Le Monde*, 13, 20, 22 et 24 janvier 1991).

17 janvier : *Chancelier et Gouvernement fédéral*. M. Helmut Kohl, chancelier fédéral depuis le 1^{er} octobre 1982 est réélu par 378 voix contre 257 et 9 abstentions. Les négociations pour la formation du Gouvernement ont été particulièrement longues. Il comprend 5 FDP (au lieu de 4), 5 CSU (au lieu de 6) et 9 CDU. 3 ministres sont originaires d'Allemagne orientale mais n'ont pas de portefeuille important. M. Hans-Dietrich Genscher est toujours vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, poste qu'il occupe depuis dix-sept ans... (*Le Monde*, 18 janvier 1991).

24 février : *Capitale fédérale*. La présidente du Bundestag, Mme Rita Süßmuth, se prononce contre la séparation géographique du Gouvernement et du Parlement entre Bonn et Berlin. Elle précise que la décision sur le choix du siège des autorités sera prise avant septembre. Quelques jours plus tard, le président fédéral M. Richard von Weizsächer se prononce en faveur de Berlin. Depuis le 3 octobre, Berlin est officiellement capitale mais seule la présidence de la République y a installé ses locaux. On notera que le chancelier Kohl a refusé de prendre position (*Le Monde*, 21 février et 12 mars 1991 ; *Libération*, 25 février et 11 mars 1991).

4 mars 1991 : *Réunification*. Le 4 mars, le Soviet Suprême de l'URSS ratifie le traité « 2 + 4 ». L'URSS est le dernier signataire de l'accord à le faire. Si, sont aussi ratifiés un traité « de bon voisinage » et un traité sur « le développement de la coopération », le Soviet Suprême renvoie à plus tard la décision sur l'accord relatif au retrait des troupes soviétiques (*Le Monde*, 6 mars 1991).

BELGIQUE

8 mars : *Roi*. A l'occasion de la Journée internationale des femmes, le Gouvernement a décidé de déposer un projet de réforme de la Constitution relatif à la Couronne. Ce projet devrait modifier l'article 60 relatif à la succession au trône, en permettant aux femmes de régner. Il vise aussi l'article 69 (« Le roi sanctionne et promulgue les lois ») qui avait été source de difficultés l'an passé à propos de la loi sur l'avortement (cf. *RE*, 55). Rappelons que, actuellement, ce sont deux hommes qui seraient les premiers dans l'ordre de succession si le projet relatif à la Couronne aboutit (*Le Monde*, 10-11 mars 1991).

ESPAGNE

15 février : *Partis*. Le Parti des Travailleurs d'Espagne, dont l'ancien secrétaire général d'un des Partis communistes, M. Santiago Carrillo, était le leader après avoir abandonné le PC en 1985, est absorbé par le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) au pouvoir (*Le Monde*, 19 février 1991).

11 mars : *Gouvernement*. M. Felipe Gonzalez Marquez, Premier ministre depuis le 3 décembre 1982, forme son 5^e Gouvernement. Il est caractérisé par un certain recentrage et la promotion de M. Narcis Serra, ministre de la défense, qui devient vice-Premier ministre. L'écrivain Jorge Semprun quitte le Gouvernement (*Le Monde*, 10-11, 13 et 14 mars 1991).

ÉTATS-UNIS

3 et 12 janvier : *Rapports Président-Congrès - Pouvoirs de guerre*. Le Congrès des Etats-Unis fait sa rentrée le 3 janvier et, contrairement à l'habitude, reste en session jusqu'au message sur l'état de l'Union prononcé le 29 janvier, au lieu de se mettre en congé. Il veut ainsi pouvoir siéger d'urgence à propos de la crise du Golfe. Le 12 janvier, il adopte une résolution « autorisant le Président à utiliser les forces armées des Etats-Unis conformément à la résolution 678 du Conseil de Sécurité ». Cette décision du Congrès « est destinée à fournir une autorisation conformément à ce que prévoit la résolution sur les pouvoirs de guerre ». Ce texte de 1973 autorise le Président à déclencher une action militaire dans trois cas précis : à la suite d'une déclaration de guerre du Congrès ; à la faveur d'une « autorisation spéciale » ; en cas d'« hostilités déclarées » constituant « une menace imminente pour le pays ». Le Président dispose alors de soixante jours pour démontrer l'urgence de la situation.

La résolution autorisant le Président Bush a été adoptée par 52 voix contre 47 au Sénat et par 250 voix contre 183 à la Chambre des Représentants (*Le Monde*, 5, 15 janvier 1991).

GRANDE-BRETAGNE

5 mars : *Couronne*. Le prince de Galles, héritier de la Couronne, qui recevait les membres de la Commission parlementaire pour les affaires galloises a vu le secret de l'entretien trahi. C'est ainsi que l'on a appris qu'il s'était prononcé en faveur de la représentation proportionnelle, ce qui a suscité quelques polémiques (*Le Monde*, 9 mars 1991).

HAÏTI

7 et 9 février 1991 : *Président de la République - Gouvernement*. Malgré les menaces contre la démocratie haïtienne, illustrées par la tentative de coup d'Etat, les 6 et 7 janvier, du D^r Roger Lafontant, ancien chef des « Volontaires de la Sécurité nationale » (Tontons Macoutes), le P. Jean-Bertrand Aristide qui avait été élu le 16 décembre 1990 (cf. *RE*, 57) entre en fonctions. Il nomme M. René Préval, Premier ministre. Celui-ci n'est pas membre du Front national pour le Changement et la Démocratie, le parti du P. Aristide. Le nouveau chef de l'Etat a déclaré qu'il abandonnait son traitement aux pauvres ! (*Le Monde*, 7, 8 et 9 février 1991 ; *Libération*, 23-24 février 1991).

INDE

6 et 13 mars 1991 : *Gouvernement*. Comme cela était à prévoir, le Gouvernement de Chandra Shekhar, formé le 16 novembre 1990 (CF. *RE*, 57) n'a pas disposé d'une longue vie. Ultra-minoritaire puisqu'il ne représentait que 60 parlementaires sur 515, il était à la merci du Parti du Congrès (I) de M. Rajiv Gandhi dont le soutien lui était indispensable. Devant les difficultés, M. Shekhar a été conduit à démissionner. Afin d'éviter des manœuvres politiques, le Président Ramaswami Venkataraman a dissous rapidement la chambre basse (Lok Shaba) (*Le Monde*, 7, 8, 12, 14 et 15 mars 1991).

ITALIE

3 février : *Partis politiques*. Soixante-dix ans après sa fondation au Congrès de Livourne, le Parti communiste a tenu son dernier Congrès à Rimini. Par 807 voix contre 75, 49 bulletins blancs et 322 abstentions, il est devenu le Parti démocratique de la Gauche (PDS) (cf. *RE*, 57). L'élection du nouveau secrétaire général, qui n'est autre qu'Achille Occhetto, secrétaire sortant du PCI, a été mouvementée. En raison de l'absence de nombreux délégués, il a manqué son élection de quelques voix au premier tour. Finalement, il sera élu le 8 février par 376 voix contre 127, 17 abstentions et 4 bulletins blancs à la suite de quelques tractations.

Plusieurs milliers de membres de l'ex-PCI n'ont pas accepté cette trans-

formation et se sont réunis à Rome le 10 février pour jeter les bases d'un nouveau Parti communiste (*Le Monde*, 1, 2, 5, 6, 10-11 février 1991).

KOWEIT

26 février : *Souveraineté - démocratie*. La 19^e province de l'Irak, annexée après l'invasion du 2 août 1990 (cf. *RE*, 56) est à nouveau un Etat indépendant grâce à l'action de 29 Etats sous la direction des Etats-Unis, mettant en application la résolution 678 des Nations Unies du 29 novembre 1990. Avant la libération, l'émir Cheikh Jaher al-Ahmad al-Jaber al-Sabah avait proclamé la loi martiale pour trois mois. Ces événements ont posé le problème de l'instauration de la démocratie dans l'émirat. Les femmes y sont exclues du suffrage. Ne votent que ceux pouvant établir la présence de leur famille au Koweït avant 1921. L'Assemblée nationale qui avait été élue en 1985 a été dissoute le 3 juillet 1986. Il n'existe pas de partis au véritable sens du terme et l'opposition entend profiter de la situation pour contraindre l'émir à une évolution. Le cheikh Saad al-Ahdallah al-Salem al-Sabah, Premier ministre et prince héritier annoncera le 7 mars des élections générales « dans les tout prochains mois »... (*Le Monde*, 28 février, 9 et 13 mars 1991).

LIBAN

9 janvier : *Gouvernement*. Le Parlement libanais accorde sa confiance au nouveau Gouvernement présidé par M. Omar Karamé (cf. *RE*, 57), par 37 voix contre 3 sur les 40 députés présents. 27 parlementaires n'ont pas pris part au vote. Ce Gouvernement de « réconciliation nationale », en majorité pro-syrien, est assez vite critiqué par les principaux leaders chrétiens. M. Walid Joublatt, leader druze, en démissionne dès le 11 janvier (*Le Monde*, 12, 13-14 janvier 1991).

NORVÈGE

17 janvier : *Roi*. Roi depuis le 21 septembre 1957, après avoir succédé à son père, premier roi de la Norvège moderne Haakon VII, Olav V est décédé. C'est son fils qui monte à son tour sur le trône sous le nom d'Harald V (*Le Monde*, 19 janvier 1991).

PAYS-BAS

6 mars : *Elections provinciales - Chambre haute*. Les élections pour la désignation des 748 membres des Etats provinciaux ont été marquées par un sévère recul du Parti du travail (pvda-socialiste). Elles se traduiront par une perte considérable de députés à la Première chambre (chambre haute) le faisant tomber de 49 à 32 sièges. Ce sont les démocrates, 66, qui

enregistrent la progression la plus importante. Ils recueillent 15,6 % des suffrages (contre 6,7 % en 1987). Le piètre résultat des socialistes pourrait avoir des conséquences sur la coalition qu'ils ont formée avec les chrétiens-démocrates (CDA) à la suite des élections à la Deuxième chambre (chambre basse) (cf. *RE*, 52) (*Le Monde*, 8 mars 1991).

POLOGNE

4 et 12 janvier : *Gouvernement*. Le Premier ministre désigné par le Président Lech Wałęsa (cf. *RE*, 57), Jan Krzysztof Bielecki est investi dans ses fonctions par la Diète, par 276 voix contre 58 et 52 abstentions. Son Gouvernement, présenté le 6, reçoit l'aval de la Diète le 12 janvier par 272 voix contre 4 et 62 abstentions (*Le Monde*, 5, 8 et 15 janvier 1991).

7 et 9 mars 1991 : *Autodissolution*. Après avoir été l'une des premières démocraties populaires — après la Hongrie — à effectuer une évolution vers la démocratie pluraliste, la Pologne reste la dernière à posséder un Parlement qui n'a pas été élu librement dans sa totalité. Cependant, le projet d'autodissolution de la Sejm (Diète) a été rejeté par 314 voix contre 18 et 40 abstentions (*Le Monde*, 12 mars 1991).

PORTUGAL

13 janvier : *Election présidentielle*. Si l'élection de M. Mario Soares avait été obtenue à l'arrachée les 26 janvier et 16 février 1986, il n'a fallu cette fois-ci qu'un seul tour au Président sortant pour être réélu. Bénéficiant du soutien du Parti socialiste, mais aussi du Parti social démocrate du Premier ministre Anibal Cavaco Silva, il a recueilli 70,35 % des suffrages. Le taux d'abstention pour une élection qui ne faisait pas de doute a été très élevé : 37,84 % (contre 13,6 en 1986). On notera le bon résultat du Parti communiste.

Inscrits	8 202 812
Votants	5 098 768 (62,16 %)
Blancs	112 877
Nuls	68 037
Suffrages exprimés	4 917 854

Mario Alberto Nobre Lopes Soares (Parti socialiste) 3 459 521 (70,35 %)
 Basilio Adolfo Mendonça Horta da Franca (Centre démocrate et social)
 696 379 (14,16 %)
 Carlos Alberto do Vale Gomes Carvalhas (Parti communiste) 635 373
 (12,92 %)
 Carlos Manuel Marques da Silva (Union démocratique populaire) 126 581
 (2,57 %)
 (*Le Monde*, 15 janvier 1991 ; Ambassade du Portugal).

SINGAPOUR

3 janvier : *Président de la République*. Comme prévu (cf. *RE*, 57), le Parlement adopte un projet de loi renforçant les pouvoirs du Président de la République. Il devra veiller à la sauvegarde des réserves financières de l'Etat et au respect des institutions. M. Lee Kuan Yew, ancien Premier ministre pendant trente et un ans, et qui s'était fait élire à la tête de cet Etat-ville, conservera ainsi son influence (*Le Monde*, 6-7 janvier 1991).

SOMALIE

27 janvier : *Président de la République*. La sanglante guerre civile qui ravageait la Somalie depuis plusieurs semaines trouve enfin son épilogue. Le général Mohamed Syaad Barré, au pouvoir depuis le coup d'Etat du 21 octobre 1969, est contraint de fuir, après que les forces de l'USC (Congrès de la Somalie unifiée) eurent pris le palais présidentiel. Le 29 janvier, M. Ali Mahdi Mohamed est désigné Président de la République. Cette désignation est contestée par les deux autres mouvements de la coalition anti-Barré, le MNS (Mouvement national somalien) et le SPM (Mouvement patriotique somalien) (*Le Monde*, 29, 30 et 31 janvier et 1^{er} février 1991).

SOUDAN

Février : *Fédéralisme*. Un décret publié par le général Omar el Bechir fait du Soudan un Etat fédéral composé de 9 Etats correspondant aux 9 provinces, et permettant ainsi l'application de la loi islamique dans le Nord (*Libération*, 6 février 1991).

SUISSE

3 mars : *Droit de vote*. Le droit électoral suisse se modernise. Après l'arrêt du Tribunal fédéral suisse du 27 novembre 1990 (cf. *RE*, 57) considérant comme contraire à la Constitution fédérale l'exclusion des femmes dans le demi-canton d'Appenzell-Rhodes intérieures, les Suisses adoptent par référendum l'abaissement du droit de vote et d'éligibilité de 20 à 18 ans. La majorité des cantons avait déjà opéré cette réforme au niveau local. En 1979 l'extension au niveau fédéral de cet élargissement du suffrage avait été rejetée. Cette fois-ci elle a recueilli l'assentiment de 72,8 % des électeurs (*Le Monde*, 5 mars 1991).

TCHÉCOSLOVAQUIE

12-13 janvier, 10 et 23 février et 6 mars : *Partis politiques*. Réunis en congrès les délégués du Forum civique (Obcanske Forum), à l'origine de la

« révolution de velours », transforment leur mouvement en Parti politique de Centre droit et réélisent à leur tête M. Vaclav Klaus, actuel ministre des finances. Cette évolution est contrariée par une scission à l'amiable. Le Forum civique donne naissance à deux mouvements, celui du ministre Vaclav Klaus, majoritaire — le Parti démocratique civique (ODS-droite) — et celui des dirigeants historiques — le Club libéral (centre gauche).

Le 6 mars, c'est l'homologue slovaque du Forum civique, Public contre la Violence (VPN), qui éclate à son tour. Le Premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, forme son propre parti « Pour une Slovaquie démocratique » (*Le Monde*, 15 janvier, 12, 24-25, 26 février et 8 mars 1991).

THAÏLANDE

23 février : *Coup d'Etat*. Le Gouvernement de M. Chatichai Choonhavan au pouvoir depuis le 9 août 1988 (*RE*, 48) est renversé par un coup d'Etat militaire, dont le principal inspirateur est le général Suchinda Kraprayoon. Le 2 mars, M. Anand Panyarachun, homme d'affaires, est désigné à la tête du Gouvernement. Le Comité national de maintien de la paix regroupant les chefs de l'armée assure la réalité du pouvoir. Une Assemblée intérimaire de 292 membres (dont 148 sont des officiers d'active) est créée. Elle devra se prononcer sur la future Constitution qui devrait remplacer celle du 22 décembre 1978 (*Le Monde*, 24-25, 27 février, 4, 8 et 17-18 mars 1991).

URSS

3 janvier et 7 mars : *Réforme constitutionnelle*. A la suite à la révision constitutionnelle du 27 décembre 1990 (cf. *RE*, 57) renforçant les pouvoirs du Président, les conseils sont mis en place. Le 3 janvier, le Conseil de la Fédération se réunit pour la première fois à propos du budget fédéral. Le 7 mars, le Conseil de Sécurité est constitué. Il comprend 8 membres auxquels s'ajoute M. Mikhaïl Gorbatchev (*Le Monde*, 5 janvier et 9 mars 1991).

14 janvier : *Gouvernement*. Par 279 voix contre 75, et 66 abstentions, Valentin Pavlov, économiste de 53 ans, est désigné comme Premier ministre par le Soviet Suprême sur proposition de M. Mikhaïl Gorbatchev. Il remplace M. Nikolaï Ryjkov, démissionnaire pour raison de santé, et vivement critiqué (*Le Monde*, 16 janvier 1991).

27 et 29 janvier : *Président de la République*. Divers décrets sont pris par le Président Mikhaïl Gorbatchev. Parmi ceux-ci on notera celui du 26 janvier renforçant les pouvoirs du KGB, lui permettant notamment d'enquêter directement auprès des entreprises et des banques afin de lutter contre le marché noir, ainsi que ceux du 29 janvier relatif au maintien de l'ordre. La Commission constitutionnelle, saisie par la République de Russie, critique

le décret permettant à l'armée d'organiser des patrouilles conjointes avec la police (*Le Monde*, 29, 31 janvier et 17-18 février 1991).

Fédéralisme. Les tendances centrifuges des Républiques soviétiques se développent toujours. L'armée tente une intervention en Lituanie le 7 janvier et en Lettonie le 20 janvier. Ces mesures conduisent à des situations dramatiques, faisant notamment 14 morts en Lituanie dans la nuit du 12 au 13 janvier.

Le 9 février un « sondage » est organisé en Lituanie afin que les citoyens de cette République se prononcent pour une « Lituanie démocratique et indépendante ». 70,46 % des 2 652 738 inscrits ont participé et le oui l'a emporté avec 90,47 %. Le 3 mars l'Estonie et la Lettonie organisent le même type de consultation. Le oui recueille 77,8 % en Estonie et 73,5 % en Lettonie (*Le Monde*, janvier 1991, 7, 10-11, 12 février, 5 mars 1991 ; *Libération*, 12 février 1991).

YOUGOSLAVIE

27 janvier, 20 et 21 février : *Fédéralisme.* L'éclatement de la Yougoslavie menace. Le 27 janvier, M. Kiro Gligoriv est élu Président de la Macédoine par 114 voix sur 119 présents. Il appartient à la Ligue des communistes, parti des changements démocratiques. Le 20 février le Parlement de Slovénie adopte, à une écrasante majorité, une proposition de « dissociation » de la Yougoslavie en deux ou plusieurs États souverains ou indépendants. Le 21 février, le Parlement croate prend le même type de décision. En outre, il adopte une loi constitutionnelle permettant au Gouvernement de ne pas appliquer une loi fédérale lorsqu'elle n'est pas en accord avec la Constitution de la République ou lorsqu'elle est contraire aux intérêts de la Croatie. La crise du fédéralisme yougoslave devait être ravivée par la démission, le 15 mars, de M. Borisav Jovic, Président de la présidence collégiale de la République, composée de 8 membres, au sein de laquelle il représente la Serbie. Ses fonctions devaient venir à expiration le 15 mai, date à laquelle la Croatie doit assurer la présidence (*Le Monde*, 29 janvier, 22, 23 février, 17-18 mars 1991).